

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Politiques de santé (France) > **Politiques sanitaires (France). Social et médico-social en lutte : le (...)**

Politiques sanitaires (France). Social et médico-social en lutte : le mouvement s'amplifie

vendredi 3 décembre 2021, par [NPA \(commission Santé Sécu Social\)](#) (Date de rédaction antérieure : 2 décembre 2021).

Le secteur social et médico-social n'échappe ni aux politiques d'austérité ni à la marchandisation qu'impose le système, pour enrichir les capitalistes sur le dos de celles et ceux qui font tourner la société.

Sommaire

- [Une situation inédite](#)
- [Un mouvement sectoriel qui \(...\)](#)
- [Au moins 50 initiatives \(...\)](#)

Alors que les millions pleuvent lorsqu'il s'agit de renflouer les poches des actionnaires, les réformes n'ont de cesse de diminuer et complexifier toujours plus l'accès aux aides sociales. Ainsi, comme pour les hôpitaux, les lieux d'accueil pour enfants, pour personnes en situation de handicap, pour personnes sans domicile, etc., sont soumis aux lois du marché et de la rentabilité : mise en concurrence des associations, économies sur la masse salariale, sous-effectifs, contrats à impacts sociaux (permettant retour sur investissement), et la liste est longue.



Crédit Photo. Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Une situation inédite

La crise sanitaire, économique et sociale, amplifiée par la gestion désastreuse du covid, a pourtant bien mis en avant l'absolue nécessité d'un système de santé, d'éducation, et de protection sociale, dénué de toute logique financière pour répondre et s'adapter aux besoins de la population. Mais c'est sans surprise que l'inverse se produit. Les structures et services déjà en souffrance se retrouvent donc dans une situation inédite.

Un mouvement national initié le 3 décembre 2020 avait permis de mettre en mouvement les travailleurs, les travailleuses du secteur sur des dates et revendications communes, avec des appels

à une grève reconductible en avril 2021. Outre les revendications de moyens humains et matériels pour offrir un accompagnement adapté aux personnes, le cœur du conflit se situait autour de la reconnaissance des métiers et des salaires dans ce secteur féminisé, très peu valorisé. La contestation des soignantEs, pendant la première vague du covid, avait contraint le gouvernement à dégainer le Ségur de la santé : une hausse de salaire, dans la santé et le médico-social, à minima, et pas pour toutes les professions. Les professionnelEs des services sociaux et médico-sociaux en étant exclus (excepté pour celles et ceux travaillant dans les hôpitaux). Cela a mis le feu aux poudres ! Le mouvement social s'est maintenu, même s'il n'a pas été assez massif pour gagner sur toutes les revendications nationales. Cependant, suffisamment fort pour contraindre les dirigeants à réouvrir les négociations. La Mission Laforcade entend donc la revendication de l'augmentation de salaire, tout en continuant de sélectionner les collègues concernéEs. Le compte n'y est donc toujours pas !

Puis, l'entrave grave au code du travail justifiée par le pass sanitaire et l'obligation vaccinale qui a suivi, a été une goutte d'eau supplémentaire. Les services se retrouvant encore plus en sous-effectif.

Un mouvement sectoriel qui s'organise

La situation de grève générale qui s'amorce depuis quelques mois en Guadeloupe prouve la détresse de ces secteurs. C'est en effet de la santé et du médico-social qu'est partie la contestation. Les suspensions des personnels non vaccinés a été la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

En métropole, la contestation ne s'est pas encore fédérée de la même manière. Pourtant la colère est palpable. Rien que dans le secteur social et médico-social, plusieurs dizaines de grèves locales ont pu être recensées en septembre 2021.

Mais le gouvernement et les patrons avancent main dans la main, et d'autres mesures vont encore porter des coups graves aux conditions de travail : loi de transformation de la fonction publique (hausse du temps de travail, remise en cause du statut, fusion des instances représentatives du personnel, etc.) ; projet de fusion des conventions collectives du secteur, etc. Les syndicats du secteur n'ont pourtant pas organisé de date nationale pour regrouper toutes ces colères, les unifier, les visibiliser, et permettre une jonction avec les autres secteurs en lutte.

C'est donc des Rencontres nationales du travail social en lutte, réunissant collectifs, syndicats, et collègues isolés, qu'est partie l'initiative d'une grève nationale du secteur le 7 décembre.

Des collègues de partout en France répondent présents et la pression mise par cette volonté de lutter a permis que l'ensemble des fédérations syndicales combattives du secteur appellent à construire cette grève.

Cependant, parce que l'offensive patronale est sans limite, les patrons du secteur, dans le privé, appellent maintenant leurs salariéEs à rejoindre l'appel à la grève de la CFDT le 30 novembre aux côtés des organisations patronales (Nexem, etc). Les salariéEs de certaines boîtes ont été invités ou contraints à participer au 30 novembre, sans perte de salaire, ou avec les moyens de transport du service, etc. Mais l'information tourne assez bien : cette mobilisation est faite pour accélérer le processus de fusion des conventions collectives et les tirer vers le bas, et aussi pour casser le mouvement du 7 décembre, poussé par la base, et qui inquiète le patronat !

Au moins 50 initiatives locales

À ce jour, au moins 50 initiatives locales sont recensées pour le 7 décembre, qui pourrait être un

jour de grève massive dans le secteur.

À Paris par exemple, le rendez-vous est donné à 13 h 30 au métro Saint-Jacques pour une manifestation vers le ministère de la Santé et des Solidarités. Une manifestation organisée de manière unitaire, qui devra être importante en nombre pour prouver le rapport de forces. Mais c'est aussi à l'assemblée générale, qui aura lieu ensuite à la bourse du travail de République (salle Croizat), qu'il faudrait que les collègues se rendent en masse pour un bilan et construire la suite !

Car c'est bien en participant aux décisions d'un mouvement que les collègues pourront se l'approprier et construire un réel rapport de forces pour gagner sur leurs revendications, locales et nationales.

Il y a besoin d'un mouvement encore plus fort qu'en 2020 pour arracher des victoires significatives dans le travail social, mais aussi d'unir les travailleurEs et les secteurs, sur le modèle de Guadeloupe et de la Martinique pour un changement de société globale !

Commission santé sécu social du NPA

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 593 (02/12/2021). Publié le Samedi 4 décembre 2021 à 20h00 :
<https://lanticapitaliste.org/arguments/sante/social-et-medico-social-en-lutte-le-mouvement-simplifie>